



Front de luttes de juin 2011

Contre l'UE, contre le capitalisme !

Un spectre hante toute l'Europe, la menace d'un krach et la faillite du système bancaire. Pourtant, souvenons-nous d'un Jacques Delors, lors du référendum sur le traité de Maastricht promettant « une ère de prospérité ». Près de 20 ans plus tard, la misère, le chômage, l'austérité salariale, les privatisations (qui devaient « baisser les prix ! », les inquiétudes sur l'avenir sont le lot quotidien du plus grand nombre.

« L'euro nous a épargnés de la crise financière » disait Sarkozy. Les incendiaires capitalistes se veulent même les pompiers. La crise actuelle liée au renforcement incessant de la dette publique (provoquée par les aides au capital et le taux de remboursement des dettes) est le prétexte pour le capital financier pour opérer un tour de vis sans précédent dont l'objectif est de renflouer toujours plus les banques et monopoles en paupérisant systématiquement la majorité de la population laborieuse.

La Grèce est le laboratoire de cette régression de civilisation, condition du profit capitaliste mais aussi de la colère et de la résistance populaires à la politique du capital et de l'UE. Certains commentateurs osent parler de « l'aide de l'UE » ! Le prêt de l'UE à la Grèce de 78 milliards (avec taux de remboursement de 17 à 25%), « l'économie » de 28,4 milliards d'euros en 5 ans vise à étrangler le peuple hellène, pour permettre aux banques vampires de renforcer l'accumulation de capital, sous peine de krach.

Telle est la dure loi de la jungle capitaliste !

Par leurs luttes, par leurs grèves générales, les travailleurs de Grèce dirigés par le KKE (Parti Communiste) et PAME mènent un combat à la portée internationale non seulement pour défendre les droits et revendications des Grecs, mais aussi de toute l'Europe !

Cette lutte héroïque exige notre solidarité de classe active et l'unité des communistes dans cette solidarité !

L'expérience montre qu'on ne peut défendre les revendications et la satisfaction de ses besoins sans se battre contre l'Europe des monopoles. Partout est légitime, le refus des travailleurs de payer une crise dont ils ne sont nullement responsables. Pour cela, partout de France à la Grande-Bretagne, d'Espagne au Portugal, il faut s'attaquer à la politique et à la domination des partis réactionnaires et sociaux-démocrates, piliers de la dictature du capital et de l'UE.

Cette longue bataille de classe ne sera pas victorieuse sans lutte idéologique et politique contre la gauche réformiste qui critique certaines conséquences du capitalisme et de la politique européenne (les « excès »), mais ne préconisent que des solutions dans le cadre de cette même UE. « Banque Centrale européenne » (BCE) transformée par un coup de baguette magique en « banque pour l'emploi et la croissance » sans s'attaquer à la propriété capitaliste, « réorientation de l'UE » sont des axes et slogans qui confortent cette superstructure des

grands groupes et des Etats capitalistes, en lui apportant un soutien social populaire de fait. Alors que la réalité montre que l'UE en conjuguant et en accroissant la force des classes capitalistes s'avère l'ennemie de tous les peuples !

En ce temps d'échéances électorales proches, l'URCF rappelle que quiconque « à gauche » ne dénonce pas et ne combat pas le capitalisme et l'UE est un auxiliaire des partis sociaux-démocrates.

Pour tracer une véritable démarcation de progrès, la grande armée des insoumis au capital et à l'UE doit opérer le lien de lutte révolutionnaire entre la sortie de l'UE et la seule et véritable alternative au capitalisme : le socialisme !

Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment que la révolution socialiste est la seule alternative populaire au capitalisme.

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1600 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises qui le composent ont encore doublé en 2010, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%..

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1600 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs.**

Carrefour Market (Distribution, commerce).

Des salariés de Carrefour Market appartenant au groupe de distribution ont commencé vendredi 3 juin des débrayages ou actions pour obtenir de meilleures conditions salariales.

Depuis le début du mouvement, lancé la veille par la CGT, entre 150 et 200 magasins ont fait des actions, manifestations ou débrayages de deux heures mais parfois aussi toute la journée.

La CGT, syndicat majoritaire chez Carrefour Market, avait appelé à des débrayages vendredi et samedi "pour rouvrir les négociations sur les salaires", et pourrait recommencer chaque fin de semaine jusqu'à satisfaction.

Mardi dernier, la direction patronale a concédé entre 2% et 2,5% d'augmentation salariale, selon l'ancienneté, applicable au 1er juillet. Mais pour les salariés, le compte n'y est pas, 2,5% d'augmentation au 1er juillet ne se traduisant que par 1,25% d'augmentation sur l'année.

La direction a aussi lâché de porter de 7% à 10% la remise sur les achats dans l'enseigne et, nouveauté, à accorder une remise de 10% sur les services (billetterie, voyages, assurances) du groupe.

"Ces réductions sont accordées pour les détenteurs de la carte Pass, une carte de crédit que seuls 25% des salariés ont prise", a souligné le délégué CGT.

Le délégué s'est montré pareillement sceptique face à une autre proposition du groupe --la mise en place de tickets-restaurant--qui pourraient être attribués en fonction des horaires de travail et ne bénéficieront pas à un certain nombre de salariés.

Les quelques 500 magasins Carrefour Market franchisés n'étaient pas concernés par les débrayages.

Le 04 juin également, des membres du collectif L'appel et la pioche ont investi pendant quelques minutes un supermarché Carrefour Market à Paris pour un "pique-nique" contre la hausse des prix dans la grande distribution. Une vingtaine de personnes, les caddies chargés de nourriture prise dans les rayons du Carrefour Market du centre commercial Italie 2 (XIIIe arrondissement), ont installé une table au milieu du rayon fruits et légumes et invité les clients à "grignoter les marges de Carrefour".

"Ils nous carottent, carottons les", ont scandé les militants de L'appel et la pioche en brandissant le légume, avant d'être délogés après quelques minutes par les vigiles du supermarché, sous des regards parfois interloqués et sous les applaudissements de clients.

"Dès qu'on va faire nos courses, on ressent (la hausse des prix)", a déclaré l'une des clientes du magasin en lançant des "Bravo, continuez" aux militants.

"Les produits de consommation courante augmentent: en 2011, le café va augmenter de 20%, les pâtes de 10 à 20% (...). En début d'année, Carrefour a annoncé un bénéfice annuel de 283 millions d'euros, mais nos salaires stagnent", a déclaré une membre du collectif. "Nous sommes venus dénoncer le fait que Carrefour se gave sur le dos des clients, de ses salariés, aujourd'hui en grève, des producteurs", a-t-elle expliqué. Selon elle, il faudrait "supprimer la TVA sur les produits de première nécessité" et "encadrer les prix des produits de consommation courante et les marges" pour "stopper l'impunité des professionnels de la grande distribution".

Les communistes de l'URCF dans leurs tracts dénoncent concrètement la vie chère sous toutes ses formes à travers la hausse des loyers, des prix des matières de consommation courante en opposition aux faibles salaires, la baisse du pouvoir d'achat, l'inflation avec l'euro, les revenus des petits paysans et le pillage par les « intermédiaires capitalistes », le coût des privatisations, des interventions militaires de la France, de son budget militaire, du parasitisme de l'appareil d'Etat bourgeois, des réceptions à l'Elysée, des aides publiques au capital, des profits des grandes sociétés pharmaceutiques contre la santé publique, des revenus et profits des grands capitalistes...

Sur toutes ces questions nous ciblons le capitalisme et l'Union Européenne, les organismes financiers internationaux. Nous appelons aux luttes et au rassemblement populaire, en dénonçant haut et fort la politique gouvernementale et le capitalisme.

L'objectif est certes de montrer que l'argent existe mais sans créer des illusions sur un capitalisme régulé, « autrement », en démontrant au contraire la caducité du capitalisme et la nécessité du socialisme, à partir d'une question concrète. Le but est aussi d'élever la conscience anticapitaliste pour soi, mais aussi de manière plus large en soi, et de jeter les bases, progressivement, d'un front anticapitaliste.

Samedi 11 juin 2011 : environ 350 magasins de Carrefour Market, sur 540, étaient de nouveau en grève à l'appel de trois syndicats, pour de meilleures conditions salariales.

"On n'avait jamais vu une telle mobilisation chez Carrefour Market... Certains magasins ont été bloqués comme à Reims", a précisé un responsable FO.

Depuis le samedi 14 mai, la CGT appelle les 32.000 salariés à des débrayages tous les samedis. Cette semaine elle a été rejointe par FO et la CFDT.

Otis (ascenseur).

Les travailleurs d'Otis poursuivaient samedi 4 juin leur grève nationale visant à obtenir des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail, qui entraîne des perturbations pour les usagers de l'ascensoriste.

"Ce matin, au centre d'appels d'Ile-de-France, il y avait un millier de pannes en attente", a indiqué une déléguée syndicale. "Depuis jeudi, c'est le service minimum. Jeudi était férié, beaucoup de gens étaient en congé vendredi pour faire le pont et, maintenant, c'est le week-end. Là encore, service minimum", a-t-elle souligné.

"Il y a quand même des gens qui travaillent et qui ont, je pense, été réaffectés sur les secteurs prioritaires: les personnes coincées, les appareils prioritaires, comme les ascenseurs d'hôpitaux ou les immeubles de grande hauteur. En tous cas, j'ose l'espérer!", a-t-elle dit.

Les salariés doivent se réunir lundi en assemblée générale pour décider de la suite du mouvement de grève, lancé le 27 mai en province et le 30 à Paris, pour obtenir 100 euros ou 5% d'augmentation pour tous.

"Si la direction veut nous parler avant l'assemblée générale, il n'y a pas de problème", a souligné la déléguée.

Les techniciens d'Otis revendiquent aussi de meilleures conditions de travail, notamment en province où les astreintes de nuit pour les appareils dits prioritaires sont assurées par des techniciens ayant déjà travaillé toute la journée.

"L'entreprise leur demande donc d'être de service 24/24h, 7/7j, sans avoir une plage horaire pour se reposer et rester en famille. Idem pour le week-end (...). Les salariés sont au bout du rouleau", a expliqué un responsable syndical.

Otis France est une filiale du groupe américain United Technologies Corporation et gère dans l'Hexagone un parc de plus de 160.000 appareils.

Vinci Construction Terrassement (construction).

Un mouvement de grève des salariés terrassiers a eu lieu mardi 7 juin sur certains chantiers de Vinci construction Terrassement, les salariés du groupe revendiquant des augmentations de salaire.

Pour la deuxième journée consécutive, une partie des 1.500 salariés (conducteurs d'engins, mécaniciens, géomètres, employés de laboratoire) de Vinci Construction Terrassement --une filiale du groupe Vinci-- a fait grève.

Ce mouvement a été suivi par 80% à 100% des terrassiers, selon les chantiers, principalement localisé sur les chantiers de l'A89.

Alors que les négociations annuelles obligatoires (NAO) ont abouti en début d'année à une augmentation générale de 1,8% et de 1% pour les promotions individuelles, les grévistes revendiquent une hausse de 2,5%.

Ils revendiquent aussi une prime exceptionnelle de 1.000 euros car ils n'ont pas eu l'an dernier de prime d'intéressement aux bénéficiaires. Pour l'instant la direction ne leur propose que 700 euros à valoir sur l'intéressement 2011.

Un débrayage d'une heure est prévu mercredi 8 juin sur tous les chantiers (A89, A63, lignes à grande vitesse Est) et une manifestation nationale devant le siège de l'entreprise à Nanterre pourrait être organisée dans les prochains jours s'ils n'obtiennent pas satisfaction, a indiqué le délégué syndical CGT.

Clinique Saint-Jean-du-Languedoc.

Le personnel de la clinique Saint-Jean-du-Languedoc à Toulouse, appartenant au groupe suédois Capiro, a fait grève pendant neuf jours de grève, et a repris le travail le mercredi 8 juin après avoir obtenu une augmentation salariale de l'ordre de 4%.

L'assemblée générale a voté la reprise mardi soir par 90 voix contre 8, a informé un membre du comité de grève, composé de syndiqués Sud et CGT et de non-syndiqués.

Les grévistes, majoritaires selon le comité parmi les 420 salariés administratifs et soignants (hors médecins) de la clinique, réclamaient initialement l'équivalent de 100 euros net par mois, alors que la direction concédait 22 euros, en cumulant augmentation indiciaire, prime ponctuelle et revalorisation d'une rémunération de fin d'année à hauteur d'un treizième mois.

"La direction a accepté nos ultimes propositions, entre 50 et 55 euros net par mois en moyenne, soit l'équivalent de 4% d'augmentation", a indiqué un gréviste.

Les syndicats protestent cependant contre la réquisition de huit infirmiers effectuée lundi soir par l'Agence régionale de santé (ARS) dans la dernière ligne droite du conflit.

Face au mouvement de grève qui durait, la direction voulait transférer lundi une cinquantaine de patients en convalescence, mais l'ARS n'a pu leur trouver de place dans d'autres établissements et a demandé au préfet de réquisitionner le personnel nécessaire.

Les avocats des syndicats n'excluent pas un recours devant le tribunal administratif en s'interrogeant sur "la légalité d'une réquisition dans un établissement privé" et en estimant "choquant" que la police soit venue signifier la réquisition au domicile de plusieurs salariés.

Mécaniciens de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Lundi 13 juin les ouvriers mécaniciens de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle sont entrés en lutte.

Le syndicat SNMSAC, affilié à l'Unsa-aérien Air France, qui a lancé un préavis de grève illimité à destination des 2500 mécaniciens de la compagnie travaillant sur les aéroports français desservis par Air France, revendique des revalorisations salariales d'un montant brut de 200 à 300 euros.

Par ailleurs, des salariés commerciaux (assistance téléphonique) sont appelés à faire grève mardi 14 juin à l'appel des syndicats Sud aérien, CGT, CFDT, FO et CFTC "contre la sous-traitance et la délocalisation" des activités commerciales du transporteur aérien. Deux journées de mobilisation ont déjà eu lieu les 12 mai et 6 juin.

"Jusqu'à circonscrite à Montreuil (Seine-Saint-Denis) et à la filiale Blue Link d'Ivry-sur-Seine (filiale d'Air France)", la grève mardi concerne aussi les salariés des centres de Strasbourg, Marseille, Lyon, Toulouse, précise l'union locale Montreuil de la CGT.

Les salariés en lutte reprochent à la direction de vouloir démanteler une partie de ces activités et craignent que "des pans entiers d'Air France partent à la sous-traitance". Ils veulent que toutes les activités d'Air France soient traitées par du personnel de la compagnie et, à ce titre, demandent la reprise des embauches gelées depuis huit ans.

Jeudi 23 juin : nouvelle grève cette fois avec la CGT et Sud aérien depuis mercredi. Depuis plusieurs jours, il y a des annulations de vols longs courrier, mais la direction "ferait tout pour le cacher" en faisant par exemple "des annulations préventives" d'après les travailleurs en lutte.

"L'impact de la grève se fait de plus en plus ressentir avec des vols annulés et des retards de plusieurs heures sur une dizaine de vols", a déclaré un porte-parole du syndicat SNMSAC-Unsa, qui appelle à des débrayages d'une heure ou deux depuis dix jours. "On cible les débrayages sur les « hub », c'est-à-dire les moments où il y a beaucoup d'avions qui partent en même temps", a-t-il ajouté, indiquant que tous les mécaniciens-avions présents dans la matinée avaient effectué une à deux heures de débrayages.

Régie des transports de Marseille

Le syndicat CGT, qui avait lancé le 31 mars une grève perlée affectant le service des bus de la Régie des transports de Marseille (RTM) pour obtenir un doublement de la "prime du dimanche", a décidé vendredi 10 juin de suspendre son mouvement.

Après 72 jours de grève, "nous suspendons notre mouvement afin de permettre aux collégiens, lycéens et étudiants de se rendre à leurs examens en toute sérénité", a dit le secrétaire général CGT.

Cependant, la CGT a prévu de déposer un nouveau préavis de grève à compter du 1er juillet jusqu'au 31 décembre pour "maintenir la pression sur notre direction".

La grève est suivie à 60% dans les bus, entre 10 et 15% dans le tramway et moins dans le métro

La grève dure 55 minutes chaque jour, aux heures de pointe, alternativement le matin et en fin d'après-midi, occasionnant une perturbation quotidienne d'environ une heure et demie.

Depuis plusieurs jours, les traminots étaient interpellés par les membres des comités de quartiers et les associations d'usagers, a expliqué le responsable CGT. "On nous a traités de « méchants ». C'est pourquoi nous avons voulu montrer, en prenant cette décision, que nous étions un syndicat responsable".

A partir du 1er juillet, même si les revendications seront identiques, la lutte se fera différemment, a encore précisé le syndicaliste, qui a évoqué un mouvement ciblé sur "les lignes de plage et les lignes touristiques, à des dates stratégiques", tels le 14 juillet.

Pour la CGT, le problème réside dans la prime du dimanche, "qui n'a pas changé de montant depuis 20 ans".

Rappelons que du point de vue ouvrier, l'octroi de primes ou de « parts d'intéressement » ne peut satisfaire la revendication de hausse des salaires : l'individualisation de la rémunération est un piège pour les travailleurs, car elle aboutit à la mise en concurrence entre salariés et paralyse les luttes menées contre l'exploitation patronale. L'URCF avance le mot d'ordre de classe d'intégration de toutes les primes dans le salaire.

IBM (électronique).

Des rassemblements de salariés devant plusieurs sièges d'IBM ont eu le 14 juin à l'appel de l'intersyndicale pour exiger des augmentations de salaires. Il n'y a plus d'augmentations générales depuis plus de 20 ans mais seulement des augmentations individuelles et autres primes au mérite. Sur les 10000 salariés d'IBM en France 80% sont des cadres.

Polyclinique Saint-Roch (Perpignan).

Le personnel de la polyclinique Saint-Roch de Perpignan ont commencé une grève le 15 juin pour une augmentation des salaires de 5%, la direction ayant proposé une revalorisation de 1% dans le cadre de la NAO alors que la prime de participation baisse de 60%. Une proposition d'augmentation de 2% et d'augmentation de 20% de la prime de travail du dimanche et des jours fériés a été rejetée par les travailleurs. La direction a procédé à des réquisitions de travailleurs. La clinique fait partie avec une dizaine d'autres établissements de la région Languedoc-Roussillon et du Vaucluse du groupe régional Médipôle Sud Santé, dont le fonds d'investissement britannique Bridgepoint a pris le contrôle en 2011. Ce groupe capitaliste a notamment racheté le groupe de maisons de retraite Médica suite à la privatisation de l'ICADE en 2003 et met actuellement la main sur le groupe immobilier FONCIA.

L'URCF condamne la mainmise du privé sur la santé publique et revendique l'expropriation des opérateurs privés et le monopole public sous contrôle des travailleurs.

Samada (agroalimentaire, Neuville).

Depuis le 31 mai, la majorité des salariés sont en grève à la Samada à Neuville. Cette filiale de Monoprix emploie plus de 1000 personnes, dont 38 à Neuville sur Saône, où sont préparés les produits pour les magasins Monoprix et les Galeries Lafayette. Les salariés réclament l'intégration de la prime de 50 euros au salaire de base pour tous, ainsi qu'une augmentation de 50 euros afin d'aligner leurs salaires sur ceux d'un autre site.

La Samada ne répond à aucune revendication et a fait venir des salariés de l'autre côté de la France pour remplacer les grévistes. Ceux-ci ont alors bloqué la sortie des marchandises. Mais la direction patronale continue de refuser de négocier, a pris des vigiles et loué un nouvel entrepôt à Genas, puis un 2ème à Chalamont, un 3ème à Villars les Dombes et même un 4e à Chambéry ! Les piquets de grève ont entraîné des ruptures d'approvisionnement dans de nombreux magasins. Mais la direction a prétexté des problèmes logistiques ! Avec ces énormes dépenses pour casser la grève, avec son choix de laisser pourrir les produits frais sur les sites (ce qui représente un coût de près de 500000 euros), la filiale du Groupe Monoprix montre ainsi qu'elle a largement les moyens d'augmenter les salaires de ses employés.

La direction s'est acharnée à traîner les grévistes devant le Tribunal; le 8 juin, les piquets de grève n'ont pas été considérés comme illicites. La direction a alors fait appel, mais la Cour a confirmé le 27 juin que les blocages faisaient partie du droit de grève. Le 27 juin, les grévistes invitaient la population à un barbecue. Ce fut l'occasion aussi de délégations d'entreprises voisines ou de Lyon, d'élus... Une collecte de solidarité est mise en place. Vous pouvez envoyer vos dons à l'ordre de l'UL CGT VAL DE SAONE 9 rue Lefebvre 69250 NEUVILLE

Passez soutenir les salariés qui tiennent le piquet de grève tous les jours 24 h sur 24 devant l'établissement SAMADA de Neuville sur Saône Zone Industrielle Lyon nord, avenue des Frères Lumières (vers le château d'eau) (d'après un communiqué de la CGT).

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

- ***Plan national de luttes contre le chômage.***
- ***Interdiction des licenciements.***
- ***Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.***
- ***Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.***
- ***Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).***

Air France (assistance internet commerciale).

Les salariés de l'assistance internet commerciale d'Air France, basés à Montreuil (Seine-Saint-Denis), ont fait grève lundi 5 juin afin de protester contre la "vente à la découpe" des activités commerciales du transporteur aérien.

"Les services étaient très perturbés avec plus de dix appels en attente en une minute, ce qui génère beaucoup d'attente pour le client", a déclaré l'une des organisatrices du mouvement.

Les salariés en grève reprochent à la direction de vouloir démanteler une partie de l'assistance internet -- enregistrement et achat de billet en ligne-- et craignent que "des pans entiers d'Air France partent à la sous-traitance". Les clients auraient ainsi droit à un service d'assistance "low cost".

Les grévistes, soutenus par SUD aérien et l'union locale de la CGT, veulent que toute activité Air France soit traitée par du personnel Air France et demandent la reprise des embauches gelées depuis huit ans.

Les salariés de l'assistance internet présents sur le site, qui compte près de 120 employés, estiment à 80% le taux de grévistes (certains ayant débrayé une heure, une demi-journée ou la journée entière). Une autre journée d'action était prévue le 14 juin à l'appel des syndicats.

MBF Technologies (équipementier automobile, Saint-Claude).

Le site et la production de l'équipementier automobile MBF Technologies, basé à Saint-Claude (Jura), étaient bloqués lundi 06 juin par les ouvriers qui revendiquent l'annulation d'un projet de suppression de 199 postes.

Le mouvement de grève, suivi par 80% des 450 salariés, a démarré dimanche à 21H00.

Une quarantaine de salariés ont par ailleurs manifesté lundi devant la préfecture à Besançon, où se tenait un comité de pilotage concernant les soutiens publics accordés à la filière automobile.

Mercredi 08 juin, lors d'un comité d'entreprise (CE) extraordinaire, MBF Technologie avait annoncé qu'une réorganisation et une restructuration étaient en cours, sans confirmer le chiffre de 199 emplois supprimés. Les salariés avaient alors séquestré deux membres de la direction pendant une nuit.

En février, les salariés avaient déjà fait grève pendant plus d'une semaine. Ils avaient repris le travail contre l'abandon de sanctions disciplinaires contre 17 salariés.

MBF Technologies est un sous-traitant automobile spécialisé dans la fonderie sous pression, qui fait partie du groupe Arche depuis juillet 2007. Ses principaux clients sont Peugeot et Renault. En 2009, 76 postes avaient été supprimés et l'entreprise a régulièrement connu des périodes de chômage partiel depuis décembre 2008.

L'URCF salue cette lutte à laquelle elle apporte son soutien, y compris dans ses formes radicales (séquestration, piquets de grève, occupation d'usine...), formes éprouvées et vérifiées par les années de luttes ouvrières pour construire un rapport de force supérieur; les séquestrations ont aussi le mérite de mettre un visage sur ceux qui décident et profitent, elles rappellent aux masses que ceux qui travaillent et qui créent toutes les richesses sont les plus nombreux, elles font toucher du doigt la force du collectivisme et favorisent la haine de classe nécessaire à l'élimination du capitalisme.

"Pages Jaunes".

Environ 300 salariés, venues de toute la France, ont manifesté mardi 07 juin devant le siège des "Pages Jaunes" à Sèvres (Hauts-de-Seine) à l'appel de leur intersyndicale (Autonome, CFDT, CFE-CGG, CGT, CFTC, FO) contre les nouvelles conditions de travail.

Les VRP de l'entreprise - un millier sur 4.000 salariés -, ancienne filiale annuaires de France Télécom, dénoncent dans un communiqué un contrat "vidé de son sens et de sa substance, qui n'offre plus les garanties liées au statut" et des baisses de leur pouvoir d'achat. Les syndicats dénoncent une "baisse des salaires de 11% depuis 2006" avec des taux des commissions de base "inchangées depuis 2002". A la consultation des organisations représentatives invoquée par la direction, l'intersyndicale oppose un "mécontentement" et une "incompréhension globale" avec la non prise en compte des avis et recommandations du comité d'entreprise et du CHSCT.

Dans l'après-midi, une centaine de manifestants est venue jusqu'au Palais Brongniart, place de la Bourse à Paris, où se tenait un conseil d'administration du groupe racheté en 2008 (à 56%) par le fond de pension américain KKR.

L'URCF propose aussi dans son programme d'urgence, de lutter pour la création d'un vaste Pôle de service public : Education, recherche, culture, communication, poste qui intégrera les « Pages jaunes ». Avec la santé, cela doit être la priorité budgétaire du pays. Le pôle résultant d'une lutte âpre et continue devra couvrir et assurer des missions de service public, dans des domaines étroitement liés. La poste doit rester publique ; ses missions ainsi permettront le maintien des services et des missions de qualité. Les services postaux privés seront nationalisés, des emplois doivent être chiffrés et créés afin de couvrir les besoins.

Crèches parisiennes.

Le personnel des crèches parisiennes a fait grève le vendredi 9 juin et annonce "un nouveau temps fort de mobilisation le mardi 21 juin", jugeant insuffisantes les propositions de la Ville de Paris.

"Depuis trois semaines, les personnels demandent un recrutement conséquent de personnels titulaires et la création d'une prime Petite Enfance forfaitaire", précise l'intersyndicale.

Au 31 décembre 2010, il y avait 6.651 personnes affectées aux établissements de la petite enfance.

Port de Bordeaux.

Les travailleurs du Port de Bordeaux se sont mis en grève le 1er juin pour protester contre la réforme portuaire qui dérègle le travail et va liquider les statuts. Le mouvement a été déclenché spontanément par la base, bloquant le trafic sur le port.

Cimenteries du groupe Lafarge Ciments.

Plusieurs cimenteries du groupe Lafarge Ciments ont été bloquées par les travailleurs du 6 juin au 9 juin pour protester contre des fermetures annoncées de sites, notamment à Frangey dans l'Yonne. La direction prétexte des coûts de production élevés et une surcapacité de ses fours.

Lafarge emploie 8000 personnes en France et 76000 dans le monde. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 16,2 milliards d'euros en 2010.

PSA (construction automobile, Aulnay).

La révélation par la CGT des intentions de PSA de fermer l'usine d'Aulnay et du site de Sevelnord à Hordain suscite la mobilisation des travailleurs de la firme et au-delà. La CGT du Nord - Pas-de-Calais a lancé un appel à la grève pour le 7 juillet dans l'ensemble des entreprises industrielles de la région pour exiger le maintien du site. Il n'est en effet pas possible de s'en tenir à demander à la direction de s'expliquer et de s'engager à maintenir l'emploi. Plusieurs sites ont déjà été fermés dans une quasi-indifférence (Asnières dans les Hauts-de-Seine par exemple) et les rumeurs de fermeture de l'usine de Rennes sous le prétexte du coût du transport qu'entraînerait l'éloignement géographique vont bon train. A Saint-Ouen, les déménagements d'outils inquiètent les travailleurs qui se demandent ce qu'ils vont encore produire dans les années à venir. La lutte contre les fermetures, pour le maintien de l'emploi et pour l'embauche des intérimaires doit être un combat quotidien.

Poste (Doubs, Paris Louvre).

Le 22 juin 2011, des habitants de By (Doubs) ont confisqué la camionnette conduite par deux intérimaires qui effectuaient la tournée des facteurs en grève depuis 37 jours contre la restructuration. "Nous sommes des usagers de La Poste et notre action vise à soutenir notre facteur, très sympa, qui a déjà perdu un mois de salaire. En plus, ce n'est pas normal d'envoyer des intérimaires pour faire le travail à la place des facteurs et casser ainsi la grève", a indiqué le porte-parole des usagers. Ceux-ci ont également collé sur leur boîte à lettres une affichette portant cette inscription: "Je veux que ce soit mon facteur qui me livre mon courrier". Depuis le 17 mai, huit des onze facteurs du bureau de Quingey sont en grève pour protester contre un projet de réorganisation qui prévoit entre autres la suppression de 69 heures par semaine pour l'ensemble de leur bureau et demander la prise en compte de l'accroissement démographique.

L'utilisation d'intérimaires, souvent à leur insu, pour briser les grèves est fréquente à la Poste malgré l'interdiction. De nombreux centres de tri et de distribution fonctionnent avec des intérimaires qui sont livrés à l'arbitraire des chefs (un mot de travers suffit pour être mis en fin de mission), souvent dans l'indifférence des syndicats. L'utilisation de travailleurs précaires est un élément indispensable qu'utilise la direction dans le cadre de la restructuration. Elle freine les luttes et l'engagement dans le syndicat, tire les salaires vers le bas et accroît les profits du fait de la flexibilité.

L'URCF appelle à intégrer les intérimaires (en veillant à ne pas les exposer à la répression patronale) dans les luttes, à soutenir leurs revendications et à exiger leur embauche.

A la Poste de Paris Louvre, une grève a eu lieu contre le projet de vente d'une partie du site sous prétexte d'une soi-disant baisse du volume du courrier de 30%. Après la suppression de la deuxième distribution à Paris au milieu des années 2000, la direction continue de tailler dans les effectifs.

Arjowiggins (papeterie, Isère).

Les salariés de la papeterie Arjowiggins de Rives, en Isère, ont retenu le directeur de leur usine toute la nuit du 22 juin. La direction veut supprimer 47 postes sur les 210. La CGT négocie un plan social, et le désaccord porte sur une prime de 4.500 euros. Les plans sociaux se succèdent depuis plusieurs années, le travail pour ceux qui restent devient intenable. Il est temps que les syndicats s'y opposent radicalement au lieu d'accompagner les restructurations et la désindustrialisation de la région.

Transport routier.

Le 27 juin, des salariés du transport routier ont mené des opérations de blocage pour défendre les retraites. Le dépôt pétrolier de Vern-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine), des centres de transport de fonds, ont ainsi été paralysés. Des opérations escargot sur des routes ont aussi eu lieu. La Fédération des Transports CGT et son homologue de FO appelaient à la grève les 630000 salariés du transport routier contre un accord qui repousse de 55 à 57 ans l'âge d'entrée dans le congé de fin d'activité (CFA), suite à la contre-réforme sur les retraites.

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs : Agence France Presse, grutiers du port de Bordeaux etc.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte ! Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires ! Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

Le 6 juillet 2011

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF